

**Rapport pour la commission
permanente du conseil régional
JANVIER 2023**

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

BOUCLIER DE SÉCURITÉ : 1ÈRE AFFECTATION POUR L'ANNÉE 2023

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION	5
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION	8
ANNEXE 1 : FICHES PROJETS	9
ANNEXE 2 : AIDE A L'ACHAT D'UNE ALARME	48
ANNEXE 3 : REAFFECTATIONS	50

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le présent rapport a pour objet, dans le cadre du bouclier de sécurité mis en place par les délibérations n° CR 10-16 du 22 janvier 2016 et la délibération modifiée n° CP 16-132 du 18 mai 2016, de participer au financement d'équipements de vidéoprotection, d'équipements des forces de sécurité et de sécurisation des équipements publics et de forces de sécurité pour un montant total de **2 150 277 €** de propositions d'affectations.

Les conventions qui seront signées avec les bénéficiaires intégreront les modifications rendues nécessaires par l'application de la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement.

1. Soutien à l'équipement en vidéoprotection.

Le présent rapport propose d'affecter **1 361 559 €** d'autorisations de programme (13 dossiers).

2. Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics.

Le présent rapport propose d'affecter **699 318 €** d'autorisations de programme (6 dossiers).

3. Aide à l'achat d'une alarme.

Trop de Franciliens sont encore chaque année victimes de cambriolage. 39 377 cambriolages de locaux d'habitations principales ont ainsi eu lieu en Île-de-France en 2020. La situation est particulièrement préoccupante en petite et grande couronne pour les Franciliens qui vivent dans des maisons individuelles. C'est la raison pour laquelle, la Région propose, depuis juillet 2021, d'aider les Franciliens à acheter une alarme afin de protéger leur résidence principale, en mettant en place une aide forfaitaire de 100 €. Si une alarme ne constitue malheureusement pas une « assurance tout risque » contre les cambriolages, les statistiques montrent qu'elle dissuade de 33% le risque d'intrusion d'un cambrioleur.

Ce rapport a donc pour objet, dans le cadre du règlement d'intervention « Aide à l'achat d'une alarme » mis en place par la délibération n° CR 2021-056 du 2 juillet 2021, d'attribuer **157** subventions pour l'achat d'alarme et de proposer l'affectation d'un montant total de **15 700 €** d'autorisations de programme (liste présentée en annexe 2 à la présente délibération). Une seconde liste de bénéficiaires sera soumise à une commission permanente ultérieure.

4. Rectificatif au rapport CP16-611 du 16 novembre 2016.

Le ministère de l'intérieur a rencontré de nombreuses difficultés dans le cadre du suivi ce qui a eu pour conséquence des retards dans la transmission de la demande de versement de subvention. Un acompte de 46 666,40 € a été effectué sur les 58 332 € voté. Le service opérationnel accorde un avis favorable pour une nouvelle affectation du solde du dossier 16017316 du 16 novembre 2016 pour un montant de **11 666 €** conformément à la fiche projet en annexe 3.

5. Rectificatif au rapport CP2019-215 du 22 mai 2019.

La commune d'Ablon-sur-Seine a rencontré des difficultés en matière de personnel ce qui a eu pour conséquence des retards dans la transmission de la demande de versement de subvention. Aucun acompte n'a été effectué. Le service opérationnel accorde un avis favorable pour une nouvelle affectation du dossier EX044305 du 22 mai 2019 pour un montant de **62 034 €** soit la totalité du montant initial conformément à la fiche projet en annexe 3.

Dispositif	Dossier	Bénéficiaire	Montant proposé	Dispositif	Dossier	Bénéficiaire	Montant proposé
Soutien à l'équipement en vidéoprotection			1 361 559,00	Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics			699 318,00
	EX062156	COMMUNE DE BANNOST VILLEGAGNON	44 177,00		EX062957	COMMUNE DE TRILPORT	8 652,00
	EX063295	COMMUNE DE GUIGNES	60 845,00		EX063301	COMMUNE DE BOBIGNY	1 652,00
	EX064101	COMMUNE IVERNY MAIRIE	56 361,00		EX064277	COMMUNE DE FRANCONVILLE	581 114,00
	EX062639	COMMUNE DE CACHAN	31 709,00		EX064500	COMMUNE DE YERRES	13 873,00
	EX062811	COMMUNE DE L'HAY-LES-ROSES MAIRIE	29 476,00		EX064711	COMMUNE DE BALLAINVILLIERS	9 157,00
	EX063170	COMMUNE DE L'ÎLE-SAINT-DENIS	75 559,00		EX069022	COMMUNE DE CERGY	84 870,00
	EX063966	COMMUNE DE DRANCY	94 838,00				
	EX064222	COMMUNE DE VILLEMOMBLE	724 500,00				
	EX064223	COMMUNE DE SAINT-MAUR-DES-FOSSES	18 765,00				
	EX063221	COMMUNE DE NEAUPHLE LE CHATEAU	38 203,00				
	EX063331	COMMUNE DE MOISSELLES	49 598,00				
	EX067664	COMMUNE DU PERRAY EN YVELINES	109 047,00				
	EX067747	COMMUNE DE CORBEIL-ESSONNES	28 481,00				

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSÉ

PROJET DE DÉLIBÉRATION DU 25 JANVIER 2023

BOUCLIER DE SÉCURITÉ : 1ÈRE AFFECTATION POUR L'ANNÉE 2023

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.613-13 ;

VU la délibération n° CR 10-16 du 22 janvier 2016 relative à la mise en place du bouclier de sécurité en Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 212-16 du 17 novembre 2016 établissant la convention Etat-Région relative à l'équipement de la police nationale et de la gendarmerie nationale et au renforcement de la sécurité en Île-de-France ;

VU la délibération modifiée n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2021-056 du 2 juillet 2021 « Mieux vous protéger » ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 13 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU la délibération modifiée n° CP 16-132 du 18 mai 2016 relative à la mise en œuvre du bouclier de sécurité, et adoptant les règlements d'intervention régionaux « soutien à l'équipement en vidéoprotection » et « soutien à l'équipement des polices municipales » ;

VU la délibération n° CP 16-572 du 16 novembre 2016 adoptant la convention-type relative à l'équipement en vidéoprotection et affectant des crédits à ce titre ;

VU la délibération n° CP 16-611 du 16 novembre 2016 relative au bouclier de sécurité et à l'aide à l'implantation des forces locales de sécurité – affectation 2016 ;

VU la délibération n° CP 2017-073 du 8 mars 2017 adoptant la convention type relative au soutien à l'équipement immobilier des polices municipales ;

VU la délibération n° CP 2017-608 du 22 novembre 2017 relative à la mise en œuvre du bouclier de sécurité et adoptant le règlement d'intervention « soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics » ;

VU la délibération n° CP 2019-215 du 22 mai 2019 relative au bouclier de sécurité – 2^{ème} affectation pour l'année 2019 ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 relative à l'intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la région Île-de-France ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2023 ;

VU l'avis de la commission de la sécurité ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2023-041 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer, au titre du dispositif « soutien à l'équipement en vidéoprotection », au financement des projets d'équipement détaillés dans les fiches projets en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **1 361 559 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec les bénéficiaires, d'une convention conforme à la convention-type en investissement adoptée par délibération n° CP 16-572 du 16 novembre 2016 modifiée par les dispositions de la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 et de la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022.

Affecte une autorisation de programme de **1 361 559 €**, disponible sur le chapitre 901 « Sécurité » du code fonctionnel 11 « Police, sécurité, justice » du programme HP11-001 (111001) « bouclier de sécurité », action 11100102 « soutien à l'équipement en vidéoprotection » du budget 2023.

Article 2 :

Décide de participer, au titre du dispositif « soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics », au financement d'équipements détaillés dans les fiches projets en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **699 318 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec les bénéficiaires, d'une convention conforme à la convention-type en investissement adoptée par délibération n° CP 2017-608 du 22 novembre 2017 modifiée par les dispositions de la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 et de la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022.

Affecte une autorisation de programme de **699 318 €** disponible sur le chapitre 901 « Sécurité » du code fonctionnel 11 « Police, sécurité, justice » du programme HP11-001 (111001) « bouclier de sécurité », action 11100103 « soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics » du budget 2023.

Article 3 :

Décide d'attribuer des subventions à 157 bénéficiaires d'une aide forfaitaire de 100 € par dossier d'attribution au titre du dispositif « aide à l'achat d'une alarme » adopté par délibération n° CR 2021-056 du 2 juillet 2021, pour un montant total de **15 700 €**, et dont la liste est présentée en annexe 2 à la présente délibération.

Affecte une autorisation de programme de **15 700 €**, disponible sur le chapitre 901 « Sécurité » du code fonctionnel 11 « Police, sécurité, justice » du programme HP11-001 (111001) « bouclier de sécurité », action 11100102 « soutien à l'équipement en

vidéoprotection » du budget 2023.

Article 4 :

Décide de participer au titre du dispositif « Aide à l'implantation des forces locales de sécurité » au bénéfice de l'Etat (ministère de l'Intérieur) au financement des opérations de construction et de sécurisation conformément à la fiche projet figurant en annexe 3 de la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **11 666 €**.

Affecte une autorisation de programme de **11 666 €** disponible sur le chapitre 901 « Sécurité » du code fonctionnel 11 « Police, sécurité, justice » du programme HP11-001 (111001) « bouclier de sécurité », action 11100101 « soutien à l'implantation locale des forces de sécurité » du budget 2023.

Article 5 :

Décide d'attribuer, au titre du dispositif « soutien à l'équipement en vidéoprotection », une subvention d'un montant de **62 034 €** au profit de la commune d'Ablon-sur-Seine conformément à la fiche projet figurant en annexe 3 de la présente délibération.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec les bénéficiaires, d'une convention conforme à la convention-type en investissement adoptée par délibération n° CP 16-572 du 16 novembre 2016 modifiée par les dispositions de la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 et de la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022.

Affecte une autorisation de programme de **62 034 €**, disponible sur le chapitre 901 « Sécurité » du code fonctionnel 11 « Police, sécurité, justice » du programme HP11-001 (111001) « bouclier de sécurité », action 11100102 « soutien à l'équipement en vidéoprotection » du budget 2023.

Article 6 :

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe 1 à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 2021-55 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

ANNEXE 1 : FICHES PROJETS

DOSSIER N° EX062156 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE DE BANNOST VILLEGAGNON

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)

Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Imputation budgétaire : 901-11-2041411-111001-300

Action : 11100102- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	126 222,00 € HT	35,00 %	44 177,00 €
	Montant total de la subvention		44 177,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BANNOST VILLEGAGNON

Adresse administrative : MAIRIE
77970 BANNOST-VILLEGAGNON

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Alexandre DE MEULENAERE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune de Bannost-Villegagnon

Dates prévisionnelles : 13 décembre 2021 - 25 mai 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :

La commune de Bannost-Villegagnon souhaite créer un dispositif de vidéoprotection à l'aide de 18 caméras. Cette installation a pour objectifs :

- réduire l'insécurité en agissant sur les incivilités et la délinquance croissante dans les zones d'activité de la ville, là où le nombre d'actes est le plus élevé,
- renforcer la lecture immédiate des actes d'incivilité/délinquance et adapter les réponses de prévention et/ou de répression,
- mettre à disposition des Forces de Sécurité Publique et de la justice, un "outil" permettant une analyse/exploitation ultérieure des actes de délinquance dans le cadre d'une procédure judiciaire.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

S'agissant d'une création hors ZSP de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention

est de 35%.

Ne sont pas éligibles les études, l'Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage (AMO), les Dossiers d'Ouvrages Exécutés (DOE), les formations, les contrats d'entretien, les extensions de garantie, les abonnements, pour 7 220€.

Localisation géographique :

- BANNOST-VILLEGAGNON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels (18 caméras)	83 136,00	62,30%
Logiciels	11 376,00	8,53%
Travaux (fibre optique, génie civil, raccordement, autres...)	29 496,00	22,10%
Ecrans de contrôle	2 214,00	1,66%
Etudes, Formations, AMO, DOE, ... (non éligibles)	7 220,00	5,41%
Total	133 442,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	44 177,00	33,11%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	35 265,00	26,43%
DETR (sollicitée)	54 000,00	40,47%
Total	133 442,00	100,00%

DOSSIER N° EX062639 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE DE CACHAN

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)

Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Imputation budgétaire : 901-11-2041411-111001-300

Action : 11100102- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	105 698,00 € HT	30,00 %	31 709,00 €
	Montant total de la subvention		31 709,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CACHAN

Adresse administrative : SQUARE DE LA LIBERATION
94230 CACHAN

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Hélène DE COMARMOND, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune de Cachan

Dates prévisionnelles : 24 janvier 2022 - 1 mai 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :

Actuellement dotée de 170 caméras, la commune de Cachan souhaite étendre son dispositif de vidéoprotection à l'aide de 10 caméras supplémentaires.

L'objectif est de faciliter la constatation des troubles à l'ordre public à l'appui des demandes des services de Police confrontés à la difficulté de la démonstration de la preuve afin de permettre aux magistrats de pouvoir entrer en voie de condamnation. Le but est ainsi de couvrir correctement ce secteur de nature à ramener le calme, la sérénité et la tranquillité des riverains.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

S'agissant d'une extension hors ZSP de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention est de 30%.

Ne sont pas éligibles les études, l'Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage (AMO), les Dossiers d'Ouvrages Exécutés (DOE), les formations, les contrats d'entretien, les extensions de garantie, les abonnements,

pour 14 029€.

Localisation géographique :

- CACHAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels (10 caméras)	28 451,00	23,76%
Logiciels	13 328,00	11,13%
Travaux (fibre optique, génie civil, raccordement, autres...)	48 143,00	40,21%
Etudes, Formations, AMO, DOE, ... (non éligibles)	14 029,00	11,72%
Ecrans de contrôle	15 776,00	13,18%
Total	119 727,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	31 709,00	26,48%
Subvention Etat FIPD (sollicitée)	59 863,00	50,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	28 155,00	23,52%
Total	119 727,00	100,00%

DOSSIER N° EX062811 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE DE L'HAY-LES-ROSES

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)

Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Imputation budgétaire : 901-11-2041411-111001-300

Action : 11100102- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	98 255,00 € HT	30,00 %	29 476,00 €
	Montant total de la subvention		29 476,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE L'HAY-LES-ROSES MAIRIE

Adresse administrative : 41 RUE JEAN JAURES
94240 L'HAY LES ROSES

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Vincent JEANBRUN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune de L'Hay-les-Roses

Dates prévisionnelles : 31 janvier 2022 - 10 avril 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :

Actuellement dotée de 37 caméras de vidéoprotection, la commune de L'Hay-les-Roses souhaite étendre son dispositif à l'aide de 15 caméras supplémentaires.

Cette nouvelle installation à la Halle des Saveurs aura pour perspectives de répondre aux objectifs suivants :

- améliorer les interventions et la gestion urbaine de proximité par les effectifs de la police municipale (levée de doute et précision en temps réel des situations pour un engagement optimisé des personnels déployés) ;
- renforcer la lutte contre la délinquance de voie publique (appui aux missions de tranquillité publique) ;
- optimiser la prévention des infractions.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

S'agissant d'une extension hors ZSP de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention est de 30%.

Ne sont pas éligibles les études, l'Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage (AMO), les Dossiers d'Ouvrages Exécutés (DOE), les formations, les contrats d'entretien, les extensions de garantie, les abonnements, pour 10 854€.

Localisation géographique :

- L HAY-LES-ROSES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels (15 caméras)	64 708,00	59,31%
Logiciels	1 928,00	1,77%
Travaux (fibre optique, génie civil, raccordement, autres...)	31 619,00	28,98%
Etudes, Formations, AMO, DOE, ... (non éligibles)	10 854,00	9,95%
Total	109 109,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	29 476,00	27,02%
Subvention Etat FIPD (sollicitée)	54 554,00	50,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	25 079,00	22,99%
Total	109 109,00	100,00%

DOSSIER N° EX063170 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE ILE SAINT DENIS

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)

Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Imputation budgétaire : 901-11-2041411-111001-300

Action : 11100102- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	215 885,00 € HT	35,00 %	75 559,00 €
	Montant total de la subvention		75 559,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE L'ILE-SAINT-DENIS

Adresse administrative : 1 RUE MECHIN
93450 L'ILE SAINT DENIS

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Mohamed GNABALY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune de l'Île-Saint-Denis

Dates prévisionnelles : 21 février 2022 - 1 mai 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :

La commune de l'Île-Saint-Denis souhaite créer un dispositif de vidéoprotection à l'aide de 8 caméras. Cette nouvelle installation a pour objectifs de lutter contre les actes de malveillance, les cambriolages, les dégradations volontaires. La vidéoprotection est à la fois un outil de dissuasion et une source d'informations sur les événements facilitant les interventions et l'élucidation. Face à l'insécurité grandissante et l'inquiétude légitime des administrés, il devient nécessaire de prendre des mesures pour assurer la sécurité et la tranquillité.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

S'agissant d'une création hors ZSP de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention est de 35%.

Ne sont pas éligibles les études, l'Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage (AMO), les Dossiers d'Ouvrages Exécutés (DOE), les formations, les contrats d'entretien, les extensions de garantie, les abonnements,

pour 12 794€.

Localisation géographique :

- L'ILE-SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels (8 caméras)	105 541,00	46,15%
Logiciels, écrans de contrôle et aménagement du CSU	64 000,00	27,99%
Travaux (fibre optique, génie civil, raccordement, autres...)	46 344,00	20,27%
Etudes, Formations, AMO, DOE, ... (non éligibles)	12 794,00	5,59%
Total	228 679,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	75 559,00	33,04%
Subvention Etat FIPD (sollicitée)	107 385,00	46,96%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	45 735,00	20,00%
Total	228 679,00	100,00%

DOSSIER N° EX063221 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE DE NEAUPHLE LE CHÂTEAU

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)

Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Imputation budgétaire : 901-11-2041411-111001-300

Action : 11100102- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	127 344,00 € HT	30,00 %	38 203,00 €
	Montant total de la subvention		38 203,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE NEAUPHLE LE CHATEAU

Adresse administrative : 2 PLACE HERBES
78640 NEAUPHLE LE CHATEAU

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Elisabeth SANDJIVY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune de Neauphle-le-Château

Dates prévisionnelles : 18 février 2022 - 31 mars 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :

La commune de Neauphle-le-Château a créé en mars dernier son service de police municipale. Il a été décidé de mettre en place un maillage du territoire communal avec plus de caméras à des endroits stratégiques, ainsi que la création d'un point de supervision localisé dans les locaux de la police municipale, qui a emménagé dans un bâtiment annexe à la mairie. La mairie souhaite implanter 25 nouvelles caméras sur l'ensemble du territoire pour renforcer le système en place.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

S'agissant d'une extension hors ZSP de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention s'établit à 30% des dépenses éligibles, hors études, DOE et formations pour 2 220€ HT.

Localisation géographique :

- NEAUPHLE-LE-CHATEAU

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats et pose de 25 caméras	32 724,00	25,26%
Logiciels	1 440,00	1,11%
Travaux (fibre optique, génie civil, raccordement, autres...)	91 986,00	71,00%
Ecrans de contrôle	1 194,00	0,92%
Etudes, Formations, AMO, DOE, ... (dépenses non éligibles)	2 220,00	1,71%
Total	129 564,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	38 203,00	29,49%
Subvention Etat FIPD (sollicitée)	23 554,00	18,18%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	67 807,00	52,33%
Total	129 564,00	100,00%

DOSSIER N° EX063295 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE DE GUIGNES

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)

Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Imputation budgétaire : 901-11-2041411-111001-300

Action : 11100102- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	173 844,00 € HT	35,00 %	60 845,00 €
	Montant total de la subvention		60 845,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE GUIGNES

Adresse administrative : RUE DE MEAUX
77390 GUIGNES

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Bernard BOUTILLIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune de Guignes

Dates prévisionnelles : 3 mars 2022 - 15 mai 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :

La commune de Guignes souhaite acquérir 30 caméras afin de créer un dispositif de vidéoprotection sur son territoire. En effet, confrontée à des problèmes de malveillance, de vandalisme et d'incivilités, la ville souhaite se doter de moyens modernes et éprouvés d'aide à l'investigation, de prévention et de dissuasion.

Les priorités définies au système concernent principalement :

- la protection des personnes et de leurs biens,
- la protection du mobilier public dans ces espaces,
- la baisse des incivilités et de la délinquance.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

S'agissant d'une création hors ZSP de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention est de 35%.

Ne sont pas éligibles les études, l'Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage (AMO), les Dossiers d'Ouvrages Exécutés (DOE), les formations, les contrats d'entretien, les extensions de garantie, les abonnements, pour 20 100€.

Localisation géographique :

- GUIGNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels (30 caméras)	157 442,00	81,18%
Logiciels	1 200,00	0,62%
Travaux (fibre optique, génie civil, raccordement, autres...)	13 871,00	7,15%
Ecrans de contrôle	1 331,00	0,69%
Etudes, Formations, AMO, DOE, ... (non éligibles)	20 100,00	10,36%
Total	193 944,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	60 845,00	31,37%
Subvention Etat FIPD (sollicitée)	69 538,00	35,85%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	63 561,00	32,77%
Total	193 944,00	100,00%

DOSSIER N° EX063331 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE DE MOISSELLES

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)

Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Imputation budgétaire : 901-11-2041411-111001-300

Action : 11100102- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	165 329,00 € HT	30,00 %	49 598,00 €
	Montant total de la subvention		49 598,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MOISSELLES

Adresse administrative : 5 RUE DU MOUTIER
95570 MOISSELLES

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Véronique RIBOUT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune de Moisselles

Dates prévisionnelles : 28 février 2022 - 31 mars 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :

La commune de Moisselles souhaite reprendre l'exploitation en direct de son système de vidéoprotection pour :

- une définition des problématiques et des actions mises en place,
- une plus grande réactivité sur l'exploitation des images lors de problèmes,
- une meilleure gestion des affaires de délinquance sur la commune,
- une gestion des stationnements sauvages.

Actuellement le système de vidéoprotection est obsolète, et la plupart des caméras sont à l'arrêt ou en panne. Il est prévu à cet effet l'installation de 24 nouvelles caméras.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

S'agissant d'une extension hors ZSP de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention s'établit à 30% des dépenses éligibles, hors études, DOE et formations pour 15 932€ HT.

Localisation géographique :

- MOISSELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats et pose de 24 caméras	52 250,00	28,83%
Logiciels	9 490,00	5,24%
Travaux (fibre optique, génie civil, raccordement, autres...)	84 869,00	46,82%
Ecrans de contrôle	18 720,00	10,33%
Etudes, Formations, AMO, DOE, ... (dépenses non éligibles)	15 932,00	8,79%
Total	181 261,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	49 598,00	27,36%
Subvention Etat FIPD (sollicitée)	49 599,00	27,36%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	43 364,00	23,92%
Subvention Département (sollicitée)	38 700,00	21,35%
Total	181 261,00	100,00%

DOSSIER N° EX063966 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE DE DRANCY

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)

Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Imputation budgétaire : 901-11-2041411-111001-300

Action : 11100102- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	316 129,00 € HT	30,00 %	94 838,00 €
	Montant total de la subvention		94 838,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE DRANCY
Adresse administrative : 908 F PLACE DE L'HOTEL DE VILLE
93700 DRANCY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame AUDE LAGARDE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune de Drancy

Dates prévisionnelles : 16 mars 2022 - 7 avril 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :

Actuellement dotée de 124 caméras, la commune de Drancy souhaite poursuivre la modernisation de son dispositif de vidéoprotection à l'aide du remplacement de 11 caméras et de l'installation de 6 nouvelles caméras. Par ailleurs et pour permettre une meilleure gestion de l'ensemble, le mur d'images du Centre de Supervision Urbain va être développé et modernisé. Cette installation aura pour objectif de lutter contre la délinquance de voie publique et de permettre aux agents d'assurer plus efficacement leurs missions.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

S'agissant d'une extension hors ZSP de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention est de 30%.

Ne sont pas éligibles les études, l'Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage (AMO), les Dossiers d'Ouvrages Exécutés (DOE), les formations, les contrats d'entretien, les extensions de garantie, les abonnements,

pour 10 355€.

Localisation géographique :

- DRANCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels (17 caméras)	147 381,00	45,14%
Logiciels	13 271,00	4,06%
Travaux (fibre optique, génie civil, raccordement, autres...)	155 477,00	47,62%
Etudes, Formations, AMO, DOE, ... (non éligibles)	10 355,00	3,17%
Total	326 484,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	94 838,00	29,05%
Subvention Etat FIPD (sollicitée)	63 869,00	19,56%
Subvention Commune (attribuée)	167 777,00	51,39%
Total	326 484,00	100,00%

DOSSIER N° EX064101 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE D'IVERNY

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)

Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Imputation budgétaire : 901-11-2041411-111001-300

Action : 11100102- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	161 032,00 € HT	35,00 %	56 361,00 €
	Montant total de la subvention		56 361,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE IVERNY MAIRIE
Adresse administrative : MAIRIE
77165 IVERNY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Olivier STEHLIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune d'Iverny

Dates prévisionnelles : 17 mars 2022 - 5 avril 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :

La commune d'Iverny souhaite mettre en place un dispositif de vidéoprotection à l'aide de 18 caméras. Cette installation aura pour objectifs :

- la lutte contre les incivilités et les violences urbaines,
- la protection des biens et des personnes,
- l'amélioration de la sécurité.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

S'agissant d'une création hors ZSP de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention est de 35%.

Ne sont pas éligibles les études, l'Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage (AMO), les Dossiers d'Ouvrages Exécutés (DOE), les formations, les contrats d'entretien, les extensions de garantie, les abonnements, pour 13 300€.

Localisation géographique :

- IVERNY

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels (18 caméras) et Travaux (fibre optique, génie civil, raccordement, autres...)	161 032,00	92,37%
Etudes, Formations, AMO, DOE, ... (non éligibles)	13 300,00	7,63%
Total	174 332,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	56 361,00	32,33%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	53 558,00	30,72%
Subvention Département (sollicitée)	64 413,00	36,95%
Total	174 332,00	100,00%

DOSSIER N° EX064222 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE DE VILLEMOMBLE

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)

Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Imputation budgétaire : 901-11-2041411-111001-300

Action : 11100102- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	2 530 000,00 € HT	28,64 %	724 500,00 €
	Montant total de la subvention		724 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLEMOMBLE

Adresse administrative : 13BIS RUE D'AVRON
93250 VILLEMOMBLE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Jean-Michel BLUTEAU, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune de Villemomble

Dates prévisionnelles : 22 mars 2022 - 5 avril 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :

Actuellement dotée de 101 caméras, la commune de Villemomble souhaite en remplacer une partie à l'aide de 48 caméras. Elle souhaite par ailleurs moderniser l'aménagement du CSU. Cette installation aura pour objectifs :

- consolider les enquêtes de Police lors des réquisitions afin que la justice puisse avoir un dossier solide,
- garantir et fiabiliser la sécurité sur le territoire,
- faciliter le travail d'identification des enquêteurs ainsi que pour prévenir et anticiper les actes de délinquances.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

S'agissant d'une extension hors ZSP de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention est de 30%.

Pour l'achat de matériels, le coût de revient à la caméra a été fixé à 15 000€ HT/unité maximum, soit une subvention maximum de 216 000€ pour 48 caméras, représentant 30% de 720 000€.

Pour le reste des dépenses éligibles, la subvention est de 508 500€.

Soit une subvention globale de 724 500€.

Ne sont pas éligibles les études, l'Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage (AMO), les Dossiers d'Ouvrages Exécutés (DOE), les formations, les contrats d'entretien, les extensions de garantie, les abonnements, pour 30 000 €.

Localisation géographique :

- VILLEMOMBLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels (48 caméras)	835 000,00	32,62%
Logiciels	60 000,00	2,34%
Travaux (fibre optique, génie civil, raccordement, autres...)	1 600 000,00	62,50%
Ecrans de contrôle	35 000,00	1,37%
Etudes, Formations, AMO, DOE, ... (non éligibles)	30 000,00	1,17%
Total	2 560 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	724 500,00	28,30%
Subvention Etat FIPD (sollicitée)	1 000 000,00	39,06%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	835 500,00	32,64%
Total	2 560 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX064223 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE DE SAINT-MAUR-DES-FOSSÉS

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)

Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Imputation budgétaire : 901-11-2041411-111001-300

Action : 11100102- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	62 551,00 € HT	30,00 %	18 765,00 €
	Montant total de la subvention		18 765,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT-MAUR-DES-FOSSÉS

Adresse administrative : PLACE CHARLES DE GAULLE
94100 SAINT MAUR DES FOSSES

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Sylvain BERRIOS, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune de Saint-Maur-des-Fossés

Dates prévisionnelles : 23 mars 2022 - 3 juin 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :

Actuellement dotée de 160 caméras de vidéoprotection, la commune de Saint-Maur-des-Fossés souhaite étendre son dispositif à l'aide 4 caméras complémentaires. Cette installation aura pour objectifs :

- la protection des bâtiments et installations publics et surveillance de leurs abords,
- la prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens dans les lieux particulièrement exposés à des risques d'agression et de vol,
- la prévention de l'abandon d'ordures, de déchets, de matériaux ou d'autres objets.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

S'agissant d'une extension hors ZSP de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention est de 30%.

Localisation géographique :

- SAINT-MAUR-DES-FOSSES

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels (4 caméras)	18 915,00	30,24%
Travaux (fibre optique, génie civil, raccordement, autres...)	43 636,00	69,76%
Total	62 551,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	18 765,00	30,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	43 786,00	70,00%
Total	62 551,00	100,00%

DOSSIER N° EX067664 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE DU PERRAY EN YVELINES

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)

Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Imputation budgétaire : 901-11-2041411-111001-300

Action : 11100102- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	311 565,00 € HT	35,00 %	109 047,00 €
	Montant total de la subvention		109 047,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DU PERRAY EN YVELINES

Adresse administrative : PLACE DE LA MAIRIE
78610 LE PERRAY EN YVELINES

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Geoffroy BAX DE KEATING, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune du Perray-en-Yvelines

Dates prévisionnelles : 31 mars 2022 - 31 mars 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :

Mise en œuvre d'un dispositif de vidéoprotection sur la commune du Perray-en-Yvelines sur la base de 46 caméras déployées sur 26 sites, dans les secteurs situés aux abords des établissements scolaires du village et de son centre commercial, de la gare, ainsi que des équipements sportifs et culturels, de sa zone industrielle et à toutes les entrées et sorties de la ville.

Ce dispositif a pour objet de renforcer la tranquillité et la sécurité des lieux, des personnes et des biens, sécuriser le patrimoine municipal d'éventuelles dégradations, améliorer la sécurité des espaces urbains très fréquentés comme la gare, renforcer les capacités d'intervention et d'identification, lutter contre l'incivisme, etc.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

S'agissant de la première installation d'un équipement de vidéoprotection hors ZSP, le taux maximum

d'intervention s'établit à 35% des dépenses éligibles, hors études, DOE, formations pour 21 650€ HT.

Localisation géographique :

- LE PERRY-EN-YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats et pose de 46 caméras	171 390,00	51,44%
Logiciels	40 750,00	12,23%
Travaux (fibre optique, génie civil, raccordement, autres...)	99 425,00	29,84%
Etudes, Formations, AMO, DOE, ... (dépenses non éligibles)	21 650,00	6,50%
Total	333 215,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	109 047,00	32,73%
Subvention Etat FIPD (sollicitée)	76 639,00	23,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	77 931,00	23,39%
Subvention Département (sollicitée)	69 598,00	20,89%
Total	333 215,00	100,00%

DOSSIER N° EX067747 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE DE CORBEIL-ESSONNES

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)

Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Imputation budgétaire : 901-11-2041411-111001-300

Action : 11100102- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	94 938,00 € HT	30,00 %	28 481,00 €
	Montant total de la subvention		28 481,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CORBEIL-ESSONNES

Adresse administrative : 2 PLACE GALIGNANI
91100 CORBEIL ESSONNES

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Bruno PIRIOU, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune de Corbeil-Essonnes

Dates prévisionnelles : 4 mars 2022 - 31 mars 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :

Le contexte actuel nécessitant de toujours améliorer la sécurité, afin de protéger les populations et de suivre les recommandations transmises par la Préfecture de l'Essonne, la commune de Corbeil-Essonnes a décidé de s'équiper de deux caméras dômes et de deux caméras fixes, soit un total de 4 caméras.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

S'agissant d'une extension en ZSP de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention est de 40% des dépenses éligibles, hors études pour 3 004€ HT. Il est ici de 30% des dépenses totales éligibles pour ne pas dépasser les 80% en aides publiques.

Localisation géographique :

- CORBEIL-ESSONNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat et pose de de 4 caméras	10 328,00	10,55%
Travaux (fibre optique, génie civil, raccordement, autres...)	84 610,00	86,39%
Etudes, Formations, AMO, DOE, ... (dépenses non éligibles)	3 004,00	3,07%
Total	97 942,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	28 481,00	29,08%
Subvention Etat FIPD (sollicitée)	48 971,00	50,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	20 490,00	20,92%
Total	97 942,00	100,00%

DOSSIER N° EX062957 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE DE TRILPORT

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)

Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017

Imputation budgétaire : 901-11-2041411-111001-300

Action : 11100103- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	28 842,00 € HT	30,00 %	8 652,00 €
	Montant total de la subvention		8 652,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE TRILPORT
Adresse administrative : 5 RUE DU GENERAL DE GAULLE
77470 TRILPORT
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Michel MORER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité pour la commune de Trilport

Dates prévisionnelles : 8 février 2022 - 15 juin 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :

Afin d'améliorer les capacités opérationnelles des agents de sa police municipale, la commune de Trilport procède à l'acquisition de :

- 1 véhicule équipé de type Dacia Duster ;
- 2 armes Glock 17 avec consommables et accessoires, 1 tube à sable, 2 aérosols lacrymogènes ;
- 3 radios et accessoires.

ainsi qu'à la mise en oeuvre de travaux visant à améliorer la sécurité des agents :

- mise en place d'une porte blindée pour la salle d'armes.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux maximum est de 30%.

Localisation géographique :

- TRILPORT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Armement prévu aux articles R 511-12 et suivants du code de sécurité intérieure (2 armes Glock 17 avec consommables et accessoires, 1 tube à sable, 2 aérosols lacrymogènes) - hors forfait d'entretien	1 917,00	6,65%
1 Véhicule (hors frais de mise en service et d'immatriculation)	15 974,00	55,38%
3 Terminaux portatifs de radiocommunication et accessoires	2 301,00	7,98%
Travaux immobiliers nécessaires au renforcement de la sécurité des agents de police municipale : porte blindée pour la salle d'armes	8 650,00	29,99%
Total	28 842,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	8 652,00	30,00%
Subvention Etat (sollicitée)	9 283,00	32,19%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	10 907,00	37,82%
Total	28 842,00	100,00%

DOSSIER N° EX063301 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE DE BOBIGNY

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)

Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017

Imputation budgétaire : 901-11-2041411-111001-300

Action : 11100103- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	5 508,00 € HT	29,99 %	1 652,00 €
	Montant total de la subvention		1 652,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BOBIGNY
Adresse administrative : 31 AV DU PRESIDENT SALVADOR ALLENDE
93000 BOBIGNY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Abdel SADI, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité pour la commune de Bobigny

Dates prévisionnelles : 3 mars 2022 - 1 juillet 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :

Afin d'améliorer les capacités opérationnelles des agents de sa police municipale, la commune de Bobigny procède à l'acquisition de 4 caméras-piétons.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux maximum est de 30%.

Localisation géographique :

- BOBIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
4 Caméras piétons	5 508,00	100,00%
Total	5 508,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	1 652,00	29,99%
Subvention Etat (sollicitée)	2 754,00	50,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	1 102,00	20,01%
Total	5 508,00	100,00%

DOSSIER N° EX064277 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE DE FRANCONVILLE

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)

Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017

Imputation budgétaire : 901-11-2041411-111001-300

Action : 11100103- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	1 937 046,00 € HT	30,00 %	581 114,00 €
	Montant total de la subvention		581 114,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE FRANCONVILLE

Adresse administrative : 11 RUE DE LA STATION
95130 FRANCONVILLE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Xavier MELKI, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité pour la commune de Franconville

Dates prévisionnelles : 29 mars 2022 - 31 octobre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :

Les locaux qu'occupent aujourd'hui les policiers municipaux de la commune de Franconville sont devenus vétustes et bien trop exigus pour le nombre d'agents actuels. De plus, au vu de l'augmentation croissante de la population franconvilloise, d'autres recrutements sont à prévoir afin d'assurer la tranquillité publique. C'est la raison pour laquelle la ville souhaite transformer 4 appartements se situant au-dessus du poste de police, afin d'agrandir la superficie des locaux dédiés aux agents de sa police municipale, et ainsi leur permettre de bénéficier d'un espace de travail plus important et adapté à leurs besoins.

Ces travaux permettront ainsi d'augmenter la sécurité des agents, en optimisant le contrôle d'accès sur l'ensemble du bâtiment, ainsi qu'en renforçant la surveillance de l'immeuble par de la vidéoprotection. Il s'agit également de renforcer le contrôle d'accès, la vidéo et les alarmes sur la salle d'armes (détention d'armes de catégorie B, C et D), afin d'optimiser la protection des armes collectives et individuelles.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux appliqué est de 30% des dépenses éligibles.

Localisation géographique :

- FRANCONVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux immobiliers nécessaires au renforcement de la sécurité des agents de police municipale	1 937 046,00	100,00%
Total	1 937 046,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	581 114,00	30,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	860 941,00	44,45%
Conseil départemental du 95 (sollicitée)	494 991,00	25,55%
Total	1 937 046,00	100,00%

DOSSIER N° EX064500 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE DE YERRES

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)

Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017

Imputation budgétaire : 901-11-2041411-111001-300

Action : 11100103- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	46 245,00 € HT	30,00 %	13 873,00 €
	Montant total de la subvention		13 873,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE YERRES
Adresse administrative : 60 RUE CHARLES DE GAULLE
91330 YERRES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur OLIVIER CLODONG, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité pour la commune de Yerres

Dates prévisionnelles : 31 mars 2022 - 31 mars 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :

La commune de Yerres souhaite équiper ses policiers municipaux de 5 gilets pare-balles, 5 casques, 13 bâtons de défense, 6 caméras-piétons, et prévoit l'acquisition de 6 terminaux de radiocommunication, ainsi qu'un véhicule Renault Arkana.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux appliqué est de 30% des dépenses éligibles, hors frais annexes (carburant, malus écologique, taxes, etc.).

Localisation géographique :

- YERRES

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
5 gilets pare-balles	2 403,00	5,20%
6 caméras piétons	3 756,00	8,12%
1 véhicule	30 442,00	65,83%
12 terminaux portatifs de radiocommunication	3 456,00	7,47%
5 casques et 13 bâtons de défense	6 188,00	13,38%
Total	46 245,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	13 873,00	30,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	28 206,00	60,99%
Autres subventions (sollicitées)	4 166,00	9,01%
Total	46 245,00	100,00%

DOSSIER N° EX064711 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE DE BALLAINVILLIERS

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)

Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017

Imputation budgétaire : 901-11-2041411-111001-300

Action : 11100103- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	30 525,00 € HT	30,00 %	9 157,00 €
	Montant total de la subvention		9 157,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BALLAINVILLIERS
Adresse administrative : 3 RUE DU PETIT BALLAINVILLIERS
91160 BALLAINVILLIERS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Stéphanie GUEU-VIGUIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité pour la commune de Ballainvilliers

Dates prévisionnelles : 4 janvier 2022 - 15 avril 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :

Achats de 2 pistolets semi-automatique Glock avec cartouches et équipements et d'1 véhicule Skoda Enyaq sérigraphié.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux appliqué est de 30% des dépenses éligibles, hors frais annexes (carburant, malus écologique, taxes, etc.).

Localisation géographique :

- BALLAINVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
2 pistolets (Armement prévu aux articles R 511-12 et suivants du code de sécurité intérieure)	1 451,00	4,75%
1 véhicule	29 074,00	95,25%
Total	30 525,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	9 157,00	30,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	21 368,00	70,00%
Total	30 525,00	100,00%

DOSSIER N° EX069022 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE DE CERGY

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)

Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017

Imputation budgétaire : 901-11-2041411-111001-300

Action : 11100103- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	282 901,00 € HT	30,00 %	84 870,00 €
	Montant total de la subvention		84 870,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CERGY
Adresse administrative : 3 PLACE OLYMPE DE GOUGES
95801 CERGY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Paul JEANDON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité pour la commune de Cergy

Dates prévisionnelles : 17 mars 2022 - 30 novembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :

Le projet vise à équiper les agents de la police municipale de la commune de Cergy, notamment dans le cadre de la création de sa brigade de tranquillité nocturne. La police municipale est composée de 52 agents, dont 13 agents seront affectés à cette brigade.

Les objectifs poursuivis par la ville sont :

- équiper les agents de la police municipale afin d'assurer leur sécurité,
- lutter contre les incivilités,
- contribuer à assurer la sécurité des personnes et des biens sur le territoire de la commune.

La commune souhaite acquérir :

- 43 caméras-piétons
- 21 gilets pare-balles
- 14 terminaux portatifs de radiocommunication et accessoires
- armement prévu aux articles R 511-12 et suivants du code de sécurité intérieure :

- 36 pistolets à impulsion électronique (PIE) et 52 pistolets semi-automatiques (PSA)
- 14 bâtons de défense
- 43 aérosols lacrymogènes
- 13 casques de protection
- 2 véhicules Peugeot 3008 hybride
- 2 caméras embarquées
- 3 scooters Métropolis
- 1 armoire forte de stockage.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux appliqué est de 30% des dépenses éligibles, hors études, formations, DOE,... pour 632€ HT.

Localisation géographique :

- CERGY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
21 gilets pare-balles	9 719,00	3,43%
Armement prévu aux articles R 511-12 et suivants du code de sécurité intérieure	78 286,00	27,61%
43 caméras piétons	45 066,00	15,89%
3 véhicules	28 651,00	10,10%
2 véhicules avec caméras embarquées	71 209,00	25,11%
14 terminaux portatifs de radiocommunication	9 167,00	3,23%
Etudes, Formations, AMO, DOE, ... (dépenses non éligibles)	632,00	0,22%
Armoire forte	40 803,00	14,39%
Total	283 533,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	84 870,00	29,93%
Subvention Etat (sollicitée)	5 250,00	1,85%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	193 413,00	68,22%
Total	283 533,00	100,00%

ANNEXE 2 : AIDE A L'ACHAT D'UNE ALARME

Dispositif « Aide à l'achat d'une alarme »
5^{ème} liste de bénéficiaires
A consulter au Secrétariat Général du Conseil Régional

ANNEXE 3 : REAFFECTATIONS

**DOSSIER N° 23001467 - Réaffectation du dossier 16017316 du 16 novembre 2016 -
GENDARMERIE DE PERSAN (95)**

Dispositif : Aide à l'implantation des forces de sécurité (n° 00000786)

Délibération Cadre : CR212-16 du 18/11/2016

Imputation budgétaire : 901-11-204112-111001-300

Action : 11100101- Soutien à l'implantation locale des forces de sécurité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à l'implantation des forces de sécurité	291 664,00 € HT	4,00 %	11 666,00 €
	Montant total de la subvention		11 666,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MINISTERE DE L'INTERIEUR

Adresse administrative : 1 PLACE BEAUVAU
75008 PARIS CEDEX 08

Statut Juridique : Ministère

Représentant : Monsieur Laurent NUNEZ, Préfet de Police

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation et l'extension de la caserne de gendarmerie de Persan

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2017 - 31 décembre 2017

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente. Il s'agit d'une réaffectation du dossier 16017316 du 16 novembre 2016.

Le ministère de l'intérieur a rencontré de nombreuses difficultés dans le cadre du suivi ce qui a eu pour conséquence des retards dans la transmission de la demande de versement de subvention.

Description :

Le site, propriété de l'État, acquis en mai 1979, est composé d'un bâtiment principal en R+2, classé ERP 5e catégorie, un bâtiment en R+ 1, d'un bâtiment en R+0 (voué à démolition) et d'un parking extérieur. La surface hors œuvre nette du site est de 1446 m².

Initialement commissariat de police, le site accueille la gendarmerie depuis septembre 2013, suite au redéploiement des unités de police et de gendarmerie dans le Val-d'Oise.

Une première dotation de 352 000 € TTC a permis de financer la création d'un pôle "police judiciaire".

52 gendarmes et leurs familles sont affectés sur ce site.

Localisation géographique :

- PERSAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2016

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Mise à niveau des locaux (peintures, revêtements de sol, courants fort et faible) et création d'un sanitaire féminin (conformité avec le code du travail)	183 334,00	62,86%
Création d'un abris véhicules de service	108 330,00	37,14%
Total	291 664,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	11 666,00	4,00%
Subvention Région (versée)	46 666,00	16,00%
Autofinancement Etat	233 332,00	80,00%
Total	291 664,00	100,00%

DOSSIER N° 23001468 - Réaffectation du dossier EX044305 du 22 mai 2019 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE D'ABLON-SUR-SEINE

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)

Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Imputation budgétaire : 901-11-2041411-111001-300

Action : 11100102- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	206 781,00 € HT	30,00 %	62 034,00 €
	Montant total de la subvention		62 034,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D ABLON-SUR-SEINE

Adresse administrative : 16 RUE DU MARECHAL FOCH
94480 ABLON-SUR-SEINE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Eric GRILLON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : financement d'un équipement de vidéoprotection sur la commune d'Ablon-sur-Seine

Dates prévisionnelles : 12 février 2019 - 1 février 2020

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente. Il s'agit d'une réaffectation du dossier EX044305 du 22 mai 2019.

La commune d'Ablon-sur-Seine a rencontré des difficultés en matière de personnel ce qui a eu pour conséquence des retards dans la transmission de la demande de versement de subvention.

Description :

Compte tenu des incivilités et actes de délinquance constatés, la commune d'Ablon-sur-Seine souhaite renforcer son dispositif de vidéoprotection qui comprend 7 caméras depuis le mois de février 2012. A l'occasion du renouvellement de l'autorisation du système de vidéoprotection présenté en janvier 2017, la Ville prévoit l'extension du dispositif par 14 caméras supplémentaires.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

S'agissant d'une extension hors ZSP de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention est de 30%.

Localisation géographique :

- ABLON-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels (14 caméras)	183 281,00	88,64%
Travaux (fibre optique, génie civil, raccordement, autres...)	23 500,00	11,36%
Total	206 781,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	62 034,00	30,00%
Subvention Etat FIPD (sollicitée)	41 000,00	19,83%
Autofinancement communal	103 747,00	50,17%
Total	206 781,00	100,00%